RCS : STRASBOURG
Code greffe : 6752

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de STRASBOURG atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2021 B 02398
Numéro SIREN : 521 113 605
Nom ou dénomination : V.BA

Ce dépôt a été enregistré le 20/02/2023 sous le numéro de dépôt 1799

V.BA

Société par actions simplifiée
au capital de 200 000 euros
Siège social : Route de Rhinau,
67860 BOOFZHEIM
521 113 605 RCS STRASBOURG

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 28 NOVEMBRE 2022

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 mai 2022

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 mai 2022 de -33 573 euros de la manière suivante :

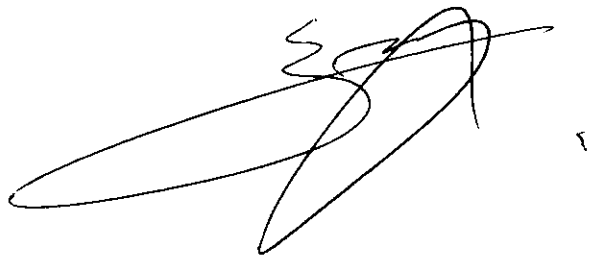
Perte de l'exercice : ..... -33 573 euros
Au compte "report à nouveau" ..... -33 573 euros
Affichant ainsi -33 573 euros

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte qu'aucune distribution de dividende n'a été effectuée au titre des trois derniers exercices.

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 28 novembre 2022

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

Certifié conforme
Le Président
Vincent BACQUET



Bilan actif

	31/05/2022			31/05/2021
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions brevets droits similaires				
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques,mat. et outillage indus.	847	189	658	
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations	4 112 946	3 949	4 108 997	4 108 997
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	**4 113 793**	**4 138**	**4 109 655**	**4 108 997**
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et Acomptes versés sur commandes				
CREANCES (3)				
Créances clients et comptes rattachés	7 200		7 200	
Autres créances	624 174		624 174	1 258 690
Capital souscrit appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 442 295		1 442 295	1 334 411
Charges constatées d'avance	3 096		3 096	1 785
ACTIF CIRCULANT	**2 076 765**		**2 076 765**	**2 594 886**
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL ACTIF	**6 190 559**	**4 138**	**6 186 421**	**6 703 883**

(1) dont droit au bail		
(2) dont immobilisations financières à moins d'un an	100 000	100 000
(3) dont créances à plus d'un an		

Bilan passif

	31/05/2022	31/05/2021
Capital social ou individuel	200 000	200 000
Primes d' émission, de fusion, d' apport ...	640 000	640 000
Ecarts de réévaluation		
RESERVES		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles	20 000	
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	831 948	
Résultat de l'exercice		(206 536)
Subventions d'investissement	(33 573)	1 058 484
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	**1 658 375**	**1 691 948**
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS RISQUES, CHARGES		
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	3 892 215	4 277 458
Emprunts et dettes financières divers	589 797	668 872
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 815	29 539
Dettes fiscales et sociales	40 218	36 066
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance		
DETTES	**4 528 045**	**5 011 935**
Ecarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF	**6 186 421**	**6 703 883**

Résultat de l'exercice exprimé en euros et centièmes	(33 572,84)	1 058 483,99
(1) Dont dettes à moins d'un an	1 037 378	570 810
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	55	1 070

Compte de résultat

	France	Exportation	31/05/2022 12 mois	31/05/2021 12 mois
Ventes de marchandises				
Production vendue (Biens)				
Production vendue (Services et Travaux)	280 000		280 000	246 000
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	**280 000**		**280 000**	**246 000**
Productions stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			8 064	7 510
Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			10	3
Autres produits				
PRODUITS D'EXPLOITATION			**288 074**	**253 513**
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Achats de matières et autres approvisionnements			22 950	60 665
Variation de stock				
Autres achats et charges externes			3 671	5 346
Impôts, taxes et versements assimilés			163 436	179 057
Salaires et traitements			67 856	74 754
Charges sociales du personnel				
Cotisations personnelles de l'exploitant				
Dotations aux amortissements :			189	
- sur immobilisations				
- charges d'exploitation à répartir				
Dotations aux provisions :				
- sur immobilisations				
- sur actif circulant				
- pour risques et charges				
Autres charges			12	16
CHARGES D'EXPLOITATION			**258 114**	**319 839**
RESULTAT D'EXPLOITATION			**29 959**	**(66 325)**

Compte de résultat

	31/05/2022	31/05/2021
RESULTAT D'EXPLOITATION	**29 959**	**(66 325)**
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
De participations (3)	4 430	5 792
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés (3)	2 293	384
Reprises sur provisions et transfert de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
PRODUITS FINANCIERS	**6 723**	**6 176**
Dotations aux amortissements et aux provisions		3 949
Intérêts et charges assimilées (4)	70 697	67 829
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
CHARGES FINANCIERES	**70 697**	**71 778**
RESULTAT FINANCIER	**(63 974)**	**(65 602)**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**(34 015)**	**(131 927)**
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		1 241 411
Reprises sur provisions et transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		**1 241 411**
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	3 888	51 000
Dotations aux amortissements et aux provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**3 888**	**51 000**
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**(3 888)**	**1 190 411**
PARTICIPATION DES SALARIES		
IMPOTS SUR LES BENEFICES	(4 330)	
TOTAL DES PRODUITS	**294 797**	**1 501 101**
TOTAL DES CHARGES	**328 370**	**442 617**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**(33 573)**	**1 058 484**

(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) dont produits concernant les entreprises liées	3 141	5 792
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées	8 076	4 653

Annexe légale

Etats financiers au **31/05/2022**

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **6 186 421** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total de produits de **294 797** euros et un total de **charges** de **328 370** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-33 573** euros.

L'exercice considéré débute le **01/06/2021** et finit le **31/05/2022.**
Il a une durée de **12** mois.

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les activités des filiales de la Société ont commencé à être affectées par la crise sanitaire liée à la Covid-19 à compter de mars 2020. L'impact sur les états financiers de l'exercice clos le 31 mai 2022 ne présente pas de caractère significatif. Les comptes annuels ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité, la direction n'ayant pas connaissance d'incertitudes significatives remettant en cause la capacité de la Société et de ses filiales à poursuivre leur exploitation à la date d'arrêté de ces comptes.

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUEES

Méthodes d'évaluation

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :
- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, prévues par le règlement ANC 2014-03 modifié.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthodes d'évaluation et de présentation

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

3. NOTES SUR LE BILAN

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont constituées par des titres de participation.

Les titres de participation sont évalués au prix d'acquisition lors de leur entrée dans le patrimoine. Les droits d'enregistrement, honoraires, commissions et frais engagés pour l'acquisition des titres sont comptabilisés, sur option, en charges de l'exercice.

Règles et Méthodes Comptables

Un prix définitif a été déterminé concernant la cession des titres de la société CLEMADIS au 31 mai 2021. Le prix définitif ressort inférieur au prix provisioire et a été constaté en charge exceptionnelle.

Lorsqu'à la clôture de l'exercice, la valeur d'utilité des titres de participation est inférieure à leur valeur brute, une dépréciation est constatée pour la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement dont elles sont susceptibles de faire l'objet.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

4. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Honoraires relatifs au contrôle légal des comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes, relatifs aux travaux de contrôle légal de comptes, pris en charges sur l'exercice s'élèvent à 1 437 euros.

Intégration fiscale

Depuis le 01/04/2011, la société est la société mère d'un groupe ayant opté pour le régime d'intégration fiscale prévu à l'article 223 du CGI.

Le périmètre d'intégration est constitué de :
- V.BA SAS, la société tête de groupe,
- BOFIDIS SAS.

Les filiales constatent leurs charges d'impôt comme si elles étaient imposées séparément. La société mère enregistre dans ses charges ou dans ses produits la différence entre la dette d'impôt du groupe et le cumul des charges d'impôt comptabilisées par les filiales. L'économie d'impôt sur les sociétés est appréhendée par la société mère.

Engagements divers

Les engagements en matière d'indemnités de départ en retraite ne présentent pas un montant significatif.

La société n'a souscrit aucun contrat de crédit-bail.

Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Aucun évènement postérieur à la clôture n'est à signaler.

Immobilisations

	Etat exprimé en **euros**	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/05/2022
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement, de recherche et de développement						
	Autres						
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agenct aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, mobilier			847			847
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES			**847**			**847**
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	4 112 946					4 112 946
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	**4 112 946**					**4 112 946**
	TOTAL	**4 112 946**		**847**			**4 113 793**

Amortissements

Etat exprimé en **euros**

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/05/2022
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement, de recherche et de développement				
	Autres				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres Instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier		189		189
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		**189**		**189**
	TOTAL		**189**		**189**

	Ventilation des dotations aux amortis. de l'exercice			MVTS PROV. AMTS. DEROG.	
	Linéaire	Dégressif	Exceptionnel	Dotations	Reprises
Frais d'établissement et rech. & dévelop.					
Autres immobilisations incorporelles					
TOTAL IMMOB INCORPORELLES					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
sur sol d'autrui					
instal, agencement, aménag.					
Instal. technique matériel outillage industriels					
Instal générales Agenct aménagt divers					
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique, mobilier	189				
Emballages récupérables, divers					
TOTAL IMMOB CORPORELLES	**189**				
TOTAL	**189**				

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

FILIALES & PARTICIPATIONS	Capital	Réserves & report à nouveau	Pourcentage de détention	Participation (brute)	Participation (nette)	Prêts et avances consentis par la société	Montant des cautions et avals donnés par la société	C.A. H.T. du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissées au cours de l'exercice	Observations
A. Renseignements détaillés concernant filiales & participations											
1. Filiales (+ de 50% cap.détenu)											
SAS BOFIDIS	114 400	(303 417)	99,98	4 108 997	4 108 997	456 616		18 807 010	37 493		31/05/2022
SARL CLAURINET	5 000	(61 140)	100,00	3 949		35 727		88 031	(2 868)		31/05/2022
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations											
1. Filiales (- de 50% cap.détenu)											

Créances et Dettes

Etat exprimé en **euros**	31/05/2022	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	7 200	7 200	
Créances représentatives des titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices	15 332	15 332	
Taxes sur la valeur ajoutée	969	969	
Autres impôts, taxes versements assimilés			
Divers			
Groupe et associés (2)	596 773	496 773	100 000
Débiteurs divers	11 100	11 100	
Charges constatées d'avances	3 096	3 096	
TOTAL DES CREANCES	**634 470**	**534 470**	**100 000**

(1) Prêts accordés en cours d'exercice	
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice	
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)	

	31/05/2022	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES				
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	55	55		
Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	3 892 160	401 492	1 614 173	1 876 495
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	3 925	3 925		
Fournisseurs et comptes rattachés	5 815	5 815		
Personnel et comptes rattachés	15 814	15 814		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	15 821	15 821		
Impôts sur les bénéfices				
Taxes sur la valeur ajoutée	5 757	5 757		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	2 826	2 826		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)	585 872	585 872		
Autres dettes				
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES	**4 528 045**	**1 037 378**	**1 614 173**	**1 876 495**

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	383 320
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)	81

Produits à recevoir

Etat exprimé en **euros**		31/05/2022
Total des Produits à recevoir		**11 630**
Autres créances clients		**7 200**
Clients - Factures à établir	*7 200*	
Autres créances		**4 430**
Intérêts courus à recevoir	*4 430*	

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en **euros**	Période	Montants	31/05/2022
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			**3 096**
Assurances		3 096	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			**3 096**

Capital social

Etat exprimé en **euros**	31/05/2022	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice	2 000	100,00	200 000
	Emises pendant l'exercice			
	Remboursées pendant l'exercice			
	Du capital social fin d'exercice	**2 000**	**100,00**	**200 000**

Variations des Capitaux Propres

Etat exprimé en **euros**	Capitaux propres clôture 31/05/2021	Affectation du résultat N-1 [1]	Apports avec effet rétroactif	Variations en cours d'exercice [2]	Capitaux propres clôture 31/05/2022
Capital social	200 000				200 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	640 000				640 000
Ecarts de réévaluation					
Réserve légale		20 000			20 000
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves réglementées					
Autres réserves		831 948			831 948
Report à nouveau	(206 536)	206 536			
Résultat de l'exercice	1 058 484	(1 058 484)		(33 573)	(33 573)
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	**1 691 948**			**(33 573)**	**1 658 375**

Date de l'assemblée générale 29/11/2021
Dividendes attribués
[1] dont dividende provenant du résultat n-1
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après affectation du résultat n-1 1 691 948
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports avec effet rétroactif 1 691 948
[2] Dont variation dues à des modifications de structure au cours de l'exercice
Variation des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure (33 573)

Charges à payer

Etat exprimé en **euros**		31/05/2022
Total des Charges à payer		**57 303**
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		**12 570**
Intérêts courus sur emprunts	*12 515*	
Frais bancaires à payer	*55*	
Emprunts et dettes financières divers		**14 846**
Intérêts courus prêts GEP	*325*	
Intérêts courus à payer	*14 521*	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		**5 815**
Fournisseurs - FNP	*5 815*	
Dettes fiscales et sociales		**24 071**
Congés à payer	*15 805*	
Charges soc. congés à payer	*6 784*	
Etat - Charges à payer	*1 482*	

Provisions

	Etat exprimé en **euros**	Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/05/2022
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour fluctuation des cours				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales implant. étranger avant 1.1.92				
	Provisions fiscales implant. étranger après 1.1.92				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Pour grosses réparations				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations - incorporelles				
	Sur immobilisations - corporelles				
	Sur immobilisations - des titres mis en équivalence				
	Sur immobilisations - titres de participation	3 949			3 949
	Sur immobilisations - autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	**3 949**			**3 949**
	TOTAL GENERAL	**3 949**			**3 949**

Dont dotations et reprises - d'exploitation			
Dont dotations et reprises - financières			
Dont dotations et reprises - exceptionnelles			

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

Dettes garanties par des Sûretés Réelles

Etat exprimé en **euros**

Nat. Dette	Nature de la Garantie	Org. Bénéficiaire	Montant début	31/05/2022
Emprunt	Nantissement titres Bofidis	BPI FRANCE	1 125 000	981 148
Emprunt	Nantissement titres Bofidis	BECM	1 350 000	1 120 981
Emprunt	Nantissement titres Bofidis	Banque Populaire	1 125 000	1 030 196
Emprunt	Nantissement titres Bofidis	Crédit Mutuel	900 000	747 320
		TOTAL	**4 500 000**	**3 879 645**

Effectif moyen

Etat exprimé en euros	31/05/2022	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE			
Cadres & professions intellectuelles supérieures		2	
Professions intermédiaires			
Employés		1	
Ouvriers			
TOTAL		3	

V.BA

Société par actions simplifiée au capital de 200 000 €

Siège social : Route de Rhinau – 67860 BOOFZHEIM

RCS STRASBOURG 521 113 605

Rapports du Commissaire aux Comptes

Exercice clos le 31 mai 2022

Fidalsec - Linsig

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Strasbourg – Société de commissariat aux comptes inscrite sur la liste de la cour d'appel de Colmar

Rapport du Commissaire aux Comptes

sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mai 2022

V.BA

Société par actions simplifiée au capital de 200 000 €

Siège social : Route de Rhinau – 67860 BOOFZHEIM

RCS STRASBOURG 521 113 605

SAS au capital de 189 296 €

25, avenue du Président Kennedy
68200 MULHOUSE
Tél. 03 89 33 17 17
Fax 03 89 33 17 18
Site internet : www.fidalsec.com
RCS MULHOUSE B 342 998 903
N° TVA INTRA : 60 342998903

commissaire
aux comptes

V.BA

Société par actions simplifiée au capital de 200 000 Euros

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice de clos le 31 mai 2022

A l'Assemblée générale de la société V.BA SAS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société **V.BA SAS** relatifs à l'exercice de 12 mois clos le 31 mai 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er juin 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points exposés dans la note de l'annexe comptes annuels « Règles et Méthodes Comptables § Faits caractéristiques de l'exercice » concernant :

- Les impacts de l'évènement COVID-19 sur les états financiers clos le 31 mai 2022.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne la valorisation des titres de participation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-4 du code de commerce, pris en application de l'article L.441-6-1 dudit code, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies

significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mulhouse,
Le 25 novembre 2022

FIDALSEC-LINSIG
Commissaire aux comptes

Vincent SUTTER